

Di Rupo: la Commission européenne, un «danger»

FRÉDÉRIC ROHART

Au lendemain de l'accord conclu entre Angela Merkel et Emmanuel Macron sur une réforme de la zone euro, le téléphone sonne: Elio Di Rupo souhaite réagir. Sur le coup, on s'attend à un tacle contre ce couple franco-allemand ancré à droite – pas du tout. Le patron du Parti socialiste leur lance des roses – et saisit l'occasion pour souligner que le mérite de l'accord revient aussi à ses amis socialistes allemands du SPD. La réforme qui se profile, avec un budget de la zone euro, est «un pas dans la bonne direction». Même si les contours de ce budget restent à préciser, «on ne reviendra pas en arrière, on ira de l'avant», estime-t-il, même s'il «faut aller encore plus loin», notamment en matière de convergence fiscale et sociale.

Si Merkel et Macron ont droit aux pétales, les équipes de Jean-Claude Juncker se prennent les épines. Ce budget de la zone euro doit être un budget de solidarité, dit encore Di Rupo. Or «il y a un danger: depuis des décennies, chaque fois qu'on fait une avancée, très vite, la Commission européenne, les eurocrates, font en sorte que

«Il y a un danger: depuis des décennies, chaque fois qu'on fait

une avancée, très vite, la Commission européenne, les eurocrates, font en sorte que ce soit de l'ultralibéralisme.»

ce soit de l'ultralibéralisme.» L'attaque est cinglante, on lui demande de préciser. «Prenez les accords de Lisbonne: on avait une orientation à la fois économique, scientifique, technologique et sociale. Mais bien entendu, la Commission, de par sa structuration, a avancé sur le plan économique, avec ce credo qu'il suffit de libéraliser pour que tout fonctionne, alors que la dimension sociale n'a jamais progressé. Si vous faites l'analyse de ces trois dernières décennies, ça a toujours fonctionné comme ça.» On souligne qu'au bout du compte, rien ne se fait sans le tampon des États membres. «Les États membres ont bien entendu leur part de responsabilité, mais la puissance de la Commission est incommensurable», souligne le socialiste – elle seule a le pouvoir d'initiative législative. Di Rupo plaide encore pour démocratiser la zone euro, avec une mesure simple: «Il faut mettre le travail de la zone euro sous le contrôle des parlementaires européens des 19 pays.» Les élections européennes sont dans un an, la campagne est lancée, au boulevard de l'Empereur.